



Union communiste internationaliste (trotskyste)

NON à l'austérité, à la course aux armements, au nationalisme !

Les annonces du gouvernement fédéral sont une déclaration de guerre contre tous les travailleurs. Les projets de raboter les pensions et les salaires et de contraindre les malades et les veuves à travailler coûte que coûte sont ressentis avec colère.

C'est ce qui a mené, le 13 février, 100.000 travailleurs à manifester leur opposition à ces mesures anti-ouvrières. Ce premier rassemblement important doit être une première étape. Car une mobilisation bien plus importante sera nécessaire pour faire reculer le gouvernement et le patronat.

Les grèves à bpost et à la SNCB sont les premières réactions significatives à l'offensive en cours.

A bpost, les travailleurs ont arrêté le travail pendant une, deux, voire trois semaines dans certains secteurs, contre les plans de réorganisation des tournées. Cette « réorganisation » prévoyait d'allonger considérablement les tournées – déjà trop longues – et d'aggraver la charge de travail. Les grévistes ont voté contre le premier accord entre les syndicats et la direction, jugé largement insuffisant.

A la SNCB, les cheminots et

les accompagnateurs s'opposent au recul progressif de l'âge de départ à la pension de 55 à 67 ans.. Cette mesure serait un violent recul et servirait de prétexte au gouvernement pour raboter encore les autres régimes de pension.



Dans ces deux grèves, les travailleurs ont montré qu'ils sont indispensables au fonctionnement de toute la société. Sans eux, les trains ne roulent pas et le courrier s'empile dans les dépôts.

Mais pour s'opposer au retour vers le 19ème siècle, il n'y a pas d'autre choix que de mener un mouvement bien plus large et déterminé. Dirigé non seulement contre le gouvernement De Wever-Bouchez mais contre le grand patronat !

Car ce sont les Colruyt, les Boël, les Vandamme, les Wittouck qui dictent directement leur politique aux ministres. Et ces mêmes grands patrons licencient, eux

aussi, à tour de bras, chez Agfa, Audi, Tupperware, Lunch Garden, Barry Callebaut. Dans toutes les entreprises, les cadences augmentent, ou les salaires baissent, comme chez Volvo Cars.

En réalité, tous les secteurs de la classe ouvrière sont touchés par l'offensive patronale : public comme privé, en Flandre et en Wallonie, avec ou sans un emploi, travailleurs belges ou immigrés.

Eh bien, contre cette offensive généralisée, les travailleurs doivent opposer un mouvement d'ensemble et déterminé de la classe ouvrière.

Ce ne sont pas seulement les salaires, les horaires de travail, les pensions et les allocations qui sont mises à mal. Ce sont aussi les tensions entre Etats capitalistes concurrents qui menacent d'entraîner toute la société dans un nouveau conflit mondial !

Sous l'effet de la crise économique, la concurrence entre capitalistes s'exacerbe. Les capitalistes américains sont à l'offensive pour augmenter leurs profits et étendre leurs zones d'influence au détriment des capitalistes chinois et européens. Trump impose des droits de douane contre la Chine et menace de faire de même contre l'Europe.

Mais la guerre économique se transforme rapidement en guerre tout court et tous les pays se réarment !

Les gouvernements européens coupent dans les pensions, le budget des écoles et des hôpitaux pour augmenter encore les dépenses militaires. Trump demande que les membres de l'OTAN passent de 2 à 5% du PIB.

Les dirigeants cherchent aussi à entraîner la population dans leurs aventures guerrières, pour servir de chair à canon. Le ministre de la Défense, Theo Francken, claironne qu'il va inviter tous les jeunes de 18 ans à faire leur service militaire et il juge « magnifique » le projet de transformer le site d'Audi Bruxelles en usine de production militaire.

Pour justifier la militarisation de la société, les politiciens voudraient nous faire croire que l'armée serait là pour protéger la population et défendre la démocratie. Mais c'est faux ! Les guerres sont menées pour les profits des multinationales !

En Ukraine depuis trois ans, la guerre a ravagé le pays et fait plus d'un million de victimes ukrainiennes et russes. Tout cela pour quoi ? Pour que les grandes puissances qui se disputaient leur influence sur l'Ukraine finissent par dépecer le pays ! Ils voudraient nous faire croire que les Etats-Unis et l'Europe ont soutenu l'Ukraine pour défendre « la démocratie et le droit des peuples ».



Non ! Le soutien occidental à l'Ukraine avait comme but d'affaiblir la Russie et de permettre aux multinationales américaines et européennes de mettre la main sur les terres agricoles, les ressources minières et gazières du pays.

Trump l'assume désormais

cyniquement dans son plan pour l'Ukraine : soit le pays devient une sorte de colonie des Etats-Unis, en offrant aux entreprises américaines ses terres agricoles, mines, ports et infrastructures. Soit, les Etats-Unis laissent tomber l'Ukraine !

Les Ukrainiens croyaient mourir pour la patrie, ils sont morts pour les intérêts des oligarques et des capitalistes occidentaux !

Être sacrifié sur l'autel de la domination impérialiste est le sort de tous les peuples s'ils suivent les Trump, Macron, De Wever et autres dirigeants impérialistes.

Pour s'opposer aux licenciements, aux plans d'austérité, et plus largement à tout le capitalisme et aux guerres qu'il engendre, les travailleurs n'ont d'autre choix que de s'unir par-delà les frontières et les clivages et de défendre leurs intérêts. Pour enfin renverser la domination capitaliste et construire une société débarrassée de l'exploitation et des guerres.

Mobilisations contre les attaques du gouvernement

Sur un piquet de grève bpost...

Il y avait de la colère contre la direction qui, une fois encore, veut aggraver les conditions de travail. Ce qui fait discuter, c'est notamment la réorganisation des tournées, qui augmente le nombre de boîtes aux lettres pour chaque facteur et la pres-

sion imposée par le logiciel "géoroute" qu'il faut suivre pendant la journée.

Plusieurs jeunes travailleurs faisaient grève pour la toute première fois, conscients que c'est mal vu par les chefs, mais trop inquiets et en colère pour l'avenir de leurs conditions de travail.

Sur la possibilité de faire reculer la direction, plusieurs grévistes n'y croyaient pas vraiment,

conscients qu'il faudrait un mouvement beaucoup plus large, qui s'adresserait à d'autres travailleurs, gagnerait les postiers de Flandre, et les autres secteurs du monde du travail. Mais la volonté de garder la tête haute et de rester digne suffit amplement pour tenir le piquet et l'animer.

Rapidement, les discussions débouchent sur la situation générale, les attaques du pro-

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

gramme du gouvernement fédéral, les licenciements collectifs, la marche à la guerre engendrée par les tensions économiques entre grandes puissances. La manifestation du 13 février faisait donc discuter, quelles perspectives pour élargir la lutte ? Quels mots d'ordre ? Comment construire un rapport de force pour les travailleurs face aux capitalistes et au gouvernement ?

Témoignage d'un gréviste de bpost

Je suis chauffeur-livreur de bpost à Bruxelles. J'ai 61 ans, je travaille la nuit. Sur mon camion, je dois embarquer 44 conteneurs à roulettes pour les livrer dans les différents dépôts de la ville.

La manipulation des conteneurs est éprouvante pour le dos et les épaules. On encaisse beaucoup de chocs. Or la direction a commandé de nouveaux camions appelés « double decks » (double ponts) avec une remorque tractée pouvant embarquer 69 conteneurs. Je n'aurai pas d'aide ni de temps supplémentaire pour embarquer et livrer le matériel. J'espérais partir à la retraite l'année prochaine, mais cela ne sera pas possible avec les décisions de l'Arizona. Alors le plan de la direction va nous faire crever.

La grève s'est étendue rapidement à de nombreux dépôts en Wallonie et à Bruxelles, mais

c'est difficile. Beaucoup de collègues n'osent pas venir au piquet. Nous tenons bon. Les collègues grévistes, qui se relayent au piquet, ont demandé à certains d'entre nous d'aller manifester à Bruxelles pour montrer que les postiers sont contre les plans du gouvernement.

SNCB: Grève contre le recul de l'âge de la pension

Face aux attaques du gouvernement fédéral contre les cheminots, deux syndicats minoritaires du rail (SACT et SIC) ont lancé une grève de neuf jours, du 21 février au 2 mars.

En plus des attaques visant tous les travailleurs (recul du montant des pensions, suppression du statut, flexibilisation du temps de travail,...), le gouvernement s'attaque à l'âge du départ à la retraite des cheminots pour le faire reculer progressivement de 55 ans à 67 ans.

Face à ces attaques, deux syndicats minoritaires ont lancé une grève de neuf jours, avec des jours de grèves différents en fonction des catégories (conducteurs, accompagnateurs, travailleurs de la signalisation, ...).

De leur côté, les syndicats majoritaires (CGSP & CSC) annoncent qu'ils ne participeront pas à cette grève, mais, par contre, qu'ils organiseront deux jours de grève par mois jusqu'en

juillet !

Les syndicats crient haut et fort la nécessité de s'unir mais c'est exactement le contraire qu'ils font dans les faits !

Et ce qui est certain, c'est que personne ne demande leur avis aux travailleurs, toutes les décisions sont prises en haut. Les dirigeants syndicaux craignent un contrôle de leur lutte par les travailleurs, car cela remettrait en question leur position d'intermédiaire et de négociateur avec les patrons. Et ces bureaucrates syndicaux craignent de perdre le contrôle d'une grève qui pourrait les déborder et réellement mettre en difficulté les ministres et les patrons.

En remplaçant les débats par des ordres et les revendications collectives par la radicalité du bruit des pétards, les bureaucrates syndicaux limitent la force de la classe ouvrière.

Face à l'offensive, les travailleurs devront renouer avec la démocratie ouvrière. Il faut que ce soit les travailleurs qui décident jusqu'où ils veulent mener leurs luttes ! Qu'ils se forment collectivement une opinion, qu'ils décident ensemble des actions à mener !

C'est en reprenant collectivement le contrôle de leurs luttes que les travailleurs pourront véritablement défendre leurs intérêts, et construire une force capable de transformer la société.

Chers camarades,

Le oclère morte face aux attaques du gouvernement contre notre statut, nos conditions de travail et notre avenir. Nous comprenons parfaitement l'exaspération qui pousse certains à l'action immédiate. C'est légitime.

Une action de grève a été annoncée du **22 février au 2 mars** par le **SNCB** et leur grévistes couvrent l'ensemble des agents.

La CGSP Cheminots et la CSC Transcom n'ont pas été conviées à y participer et, par conséquent, cette grève ne donne pas droit à une indemnité pour nos affiliés.

De notre côté avec la CSC Transcom nous avons élaboré un **plan d'action stratégique qui s'étalera de mars à juillet** et comprendra 10 jours de grève. Notre objectif est clair: frapper fort et efficacement, sur la durée, pour faire reculer ce gouvernement de droite et d'extrême droite, tout en évitant d'épuiser financièrement les Cheminots.

Nous ne sommes pas dans une opposition entre syndicats - la situation est trop grave pour cela. **Chaque action menée avec conviction est un pas de plus vers notre objectif commun: faire reculer ce gouvernement de droite et d'extrême droite qui attaque de front les Cheminots.**

Nous savons que les temps sont difficiles et que chaque mobilisation demande des sacrifices. Mais l'histoire nous a prouvé que seule notre **détermination collective** nous permettra de gagner.

Le force des cheminots, c'est leur unité. **l'unité importe la forme que prend notre engagement**, ce qui compte, c'est de rester solidaires dans la lutte.

Les dates de notre mobilisation seront bientôt communiquées. **Préparons nous ensemble à mener un combat décisif pour notre avenir !**

La CGSP Cheminots LVHW

Email de la CGSP à ses affiliés: clamer "l'unité" et pratiquer la division

Mobilisation importante, mais pour quelle suite ?

Jeudi 13 février, entre 60.000 et 100.000 manifestantes et manifestants, travailleurs du secteur public et privé confondus, Flamands et Wallons, jeunes et vieux, venus de tout le pays, se sont regroupés dans les rues de Bruxelles pour dénoncer les attaques du gouvernement. Pour certains, c'était leur première manifestation. Cette mobilisation témoigne du profond mécontentement des travailleurs et pourrait marquer le début d'une lutte plus large.

Cependant, au lieu de s'appuyer sur cette mobilisation pour inciter à un mouvement plus large, les directions syndicales annoncent la prochaine mobilisation... le 31 mars, soit sept semaines plus tard ! Un choix qui ressemble plus à une stratégie d'endormissement qu'à une volonté de gagner !

Pour instaurer un véritable rapport de force, des grèves isolées et des manifestations espacées ne suffiront pas. Il faudra convaincre chaque collègue que la seule issue est la lutte collective. Ce sont aux travailleurs eux-mêmes de s'emparer de ces mobilisations, de les renforcer et de les diriger si on veut vraiment faire reculer le patronat et les politiciens à leur service.

Bodson donne des gages à la bourgeoisie

Dans une interview, le président de la FGTB (Thierry Bodson) a affirmé que l'objectif des mobilisations syndicales n'était

pas de renverser le gouvernement mais "(...) d'établir un rapport de force immense, pour faire en sorte que les employeurs acceptent d'avoir, avec nous, une vraie concertation sociale".

Tout est dit ! Face à l'offensive de la bourgeoisie contre l'ensemble des travailleurs, face à la hausse des budgets militaires, le président de la FGTB en appelle à une « vraie » concertation sociale ! Alors que les patrons ont montré qu'ils n'en veulent plus !



De quel rapport de force parle-t-il ? Pas de celui qui permettrait de faire reculer le gouvernement et le patronat en tout cas ! Son but est uniquement de maintenir une agitation en vue des prochaines élections ! En espérant que cela favorise le PS en Wallonie pour le prochain gouvernement.

De plus, il annonce « Un marathon de résistance qui durera tout au long de la législature », pour se donner une image radicale. Mais en réalité, cela signifie des grèves éparpillées par secteur.

Face aux attaques collectives, alors que le besoin de lutter ensemble est ressenti partout, les directions syndicales divisent les luttes.

Les travailleurs ne doivent pas céder à la démoralisation et la démobilisation qu'entraîne cette division.

Le discours communautaire est une trahison !

Les dirigeants du PS et de la FGTB wallonne accusent le gouvernement Arizona de favoriser les Flamands. Au Parlement, Paul Magnette reproche au premier ministre De Wever « d'avoir réalisé une réforme de l'État » avec des réformes qui pénaliseraient surtout la Wallonie.

Pour Jean-François Tamellini, secrétaire général de l'inter-régionale wallonne de la FGTB, « la limitation des allocations de chômage dans le temps, c'est une réforme communautaire (...) qui va exclure plus de 55.000 Wallons ».

Thomas Dermine, bourgmestre socialiste de Charleroi et ex-secrétaire d'Etat fédéral à la relance, reproche au gouvernement Arizona des mesures d'économies « au détriment des industries wallonnes de la chimie et de l'aéronautique ». Etc, etc.

Cette tactique des dirigeants socialistes et syndicaux de diviser les travailleurs est une trahison des intérêts du monde du travail.

Car il y a des problèmes semblables au Nord et au Sud du pays, même si le chômage est un peu plus faible au Nord, les licenciements s'y multiplient, les salaires et les pensions sont insuffisantes, de nombreux emplois sont précaires, les conditions de travail trop dures...

D'ailleurs, lors des mouvements de grèves et des manifestations nationales, les travailleurs flamands étaient autant mobilisés que les travailleurs francophones.

Les mesures de l'Arizona sont une remise en cause du niveau de vie de tous les travailleurs. Les travailleurs qui veulent se défendre sont conscients de la nécessité de

s'unir entre ceux du Nord et ceux du Sud, entre Belges et étrangers, entre le public et le privé.

Mais diviser les travailleurs sur une base communautaire, c'est la politique du PS et des

syndicats francophones au moins depuis les années 60, elle sert la bourgeoisie et elle ne vaut pas mieux que celle de leurs rivaux de la N-VA !

Dans les entreprises

Audi : les travailleurs sous-traitants restent mobilisés

Les négociations des conditions du licenciement collectif des travailleurs des cinq firmes sous-traitantes du site Audi à Bruxelles s'approchent de la fin. Du côté des différentes directions qui se sont manifestement coordonnées, il n'y a que des cahuètes et du mépris. 475 € par année d'ancienneté chez DP World où les lettres de licenciements sont déjà envoyées, 1.100 à 1.600 € brut chez Rhenus.

Avec une partie des délégués, une centaine de travailleurs, dont certains campent devant l'usine depuis près de six mois, continuent de mener des actions. Ils sont allés deux fois chez Rhenus à Genk, ils se sont rassemblés devant l'Ambassade des Emirats arabes unis (qui détient DP World). Ils se sont posés devant les entrées du site Audi.

Audi a préféré interrompre la production pendant plusieurs jours et a obtenu une interdiction

de manifester dans le périmètre de l'usine... invoquant la sécurité des quelques centaines de travailleurs qui finissent actuellement la production. La blague ! La même direction jettera ces travailleurs au chômage dans quelques semaines !

Mais les travailleurs et leurs délégués combatifs ont contre eux aussi les directions syndicales. Depuis le début, celles-ci n'ont rien fait pour unifier les travailleurs d'Audi et des sous-traitants pour une lutte commune contre l'entreprise multimilliardaire qui envoie des milliers de travailleurs au chômage pour faire plus de profits. Au contraire, ils ont appelé à « faire confiance aux délégués » et aux négociations.

Résultat: les firmes sous-traitantes ont attendu que le plan "social" soit décidé chez Audi et toute éventualité d'une lutte de plus grande ampleur écartée, pour déclencher la procédure Renault. Les travailleurs des firmes sous-traitantes se retrouvent isolés. Ces mêmes permanents prétendent aujourd'hui représenter les travailleurs sous-

La colère et le dégoût des travailleurs pour les directions syndicales est plus que mérité. Mais cette expérience doit être mise à profit. Les attaques pleuvent partout, et la colère commence à gronder. Mais déjà les cheminots, les postiers, les enseignants se trouvent confrontés aux mêmes politiques des directions syndicales qui, au lieu d'élargir et unifier les luttes, compartimentent et divisent.

Oui, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Beaucoup de travailleurs sont conscients de la nécessité de lutter tous ensemble, mais cela ne viendra pas des directions syndicales. Alors, il faut que ceux qui en sont conscients, commencent dès aujourd'hui à en discuter et à tisser les liens qui permettront aux travailleurs de s'organiser pour décider eux-mêmes de leurs luttes.

BNP Paribas Fortis prévoit « d'externaliser » 580 travailleurs

La banque BNP Paribas Fortis veut « transférer » 580 travailleurs des services administratifs vers l'entreprise « d'externalisation » Accenture. Employés par Accenture, ils travailleraient pour BNP Paribas.

La banque prétend que leurs conditions de salaire et de travail ne changeraient pas. Mais Accenture elle-même se vante que ce genre de transfert permet de



Les sous-traitants mobilisés

réduire les « coûts opérationnels » de 40% !

Ces opérations « d'externali-

sation » sont des moyens déguisés des patrons pour licencier et augmenter les cadences.

Les syndicats menacent d'une grève. Ce serait la première en vingt ans chez Fortis.

Capitalisme en crise

Drogue et violence

Les violences armées s'enchaînent à Anderlecht. Une nouvelle fusillade a même entraîné la mort d'un habitant du quartier qui n'avait rien à voir avec le trafic de drogue.

Les fusillades sont vraisemblablement liées à des règlements de compte entre gangs rivaux. Ces dernières années, la violence liée au trafic de drogue aurait beaucoup augmenté, jusqu'à 40% en 2024. Il y a eu l'année dernière 9 morts et 48 blessés rien que pour les attaques à main armée liée au trafic de drogue à Bruxelles.

Le gouvernement fédéral a prévu une série de mesures sécuritaires sous le prétexte de lutter contre les gangs et la criminalité. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Bernard Quintin, et la nouvelle ministre de la Justice, Annelies Verlinden, ont leur solution : « plus de bleu dans les rues » de Bruxelles.

Plus de police pour faire baisser l'insécurité ?

Ce serait oublier la mort d'Adil Charrot, Sabrina El Bakkali, Ouassim Toumi, Mawda Shawri, Mehdi Bouda, morts lors de courses poursuite avec la police, ou de Sourour Abouda et Ibrahima Barrie, morts lors de leur garde à vue. Sans compter les contrôles au faciès, les coups, les gardes à vue arbitraires, etc.

Même si elle peut arrêter quelques trafiquants, le rôle de la police est avant tout de dé-

fendre la propriété privée et la domination des capitalistes.

L'augmentation des moyens de la police, sous prétexte de lutter contre la criminalité, est aussi une préparation de la bourgeoisie contre les grèves et manifestations qui viendront du monde du travail vu les attaques que prévoit le nouveau gouvernement.

Parmi les mesures envisagées par l'Arizona censées renforcer la sécurité figure ainsi « l'utilisation de la technologie de reconnaissance faciale pour la détection des condamnés et des suspects ». Une mesure qui pourra tout aussi bien servir à identifier et fichier les travailleurs présents en manifestation.



Des policiers trafiquants

Une partie des trafics importants ne pourrait pas survivre sans une complicité au sein de la police, comme le révèlent les coups de filets qui sont faits régulièrement dans le milieu de la drogue. En mars 2023, c'était à Montigny-le-Tilleul qu'un policier était arrêté pour trafic d'armes et de drogue. La même année, un policier de Bruxelles-Midi était impliqué dans un important réseau qui a mené 170 personnes au tribunal. En 2024, des policiers de la brigade « stupé-

fiantes » de Charleroi étaient soupçonnés d'avoir participé au même genre de trafic.

Les policiers sont parfois eux-mêmes à la tête de réseaux de drogue, d'armes ou de prostitution. Comme en 2019, à Verviers, où un policier a été accusé de tenir un club de sport dans lequel des armes étaient cachées, et où les étages supérieurs étaient utilisés comme maison close. Ou en 2020, à Bruxelles, où un commissaire de police est arrêté pour trafic d'armes à grande échelle.

Ces agissements sont en partie couverts par les autorités. Comme en janvier 2025, où un policier reconnu coupable de vol d'armes au commissariat pendant des années a obtenu une « suspension du prononcé », en d'autres termes, il s'en tire sans la moindre sanction.

Le gouvernement fédéral va renforcer l'insécurité

En excluant toujours plus de monde des indemnités de chômage et du CPAS, en augmentant la répression contre les migrants, le gouvernement diminue les options qui permettent aux plus précaires de survivre. Combien se retrouveront sans ressources, sans beaucoup d'autres options pour rembourser leur dette ou faire vivre leur famille que la petite criminalité ?

Plus de places en prison ?

La prison permet-elle de faire baisser la criminalité ? Pas vraiment... 60% des individus qui

passent par la case prison récidivent. La prison, c'est le lieu de recrutement par excellence pour tous les trafiquants, où la violence de l'institution se transmet aux détenus. La difficulté à trouver un travail après une incarcération fait le reste.

Une des tares du capitalisme

Ni la police, ni la prison n'échappent aux lois du capitalisme. Les organisations criminelles fonctionnent comme des entreprises capitalistes. Les dirigeants restent dans l'ombre, accumulent leurs millions, et peuvent les utiliser pour s'acheter des policiers, des gardiens de prison, des juges et ils peuvent compter sur des banques pour cacher et blanchir leurs revenus. Certains font partie du même monde que les capitalistes.

De leur planque ou même depuis la prison, ils organisent le recrutement de jeunes désespérés. Avec la crise qui s'aggrave, recruter devient plus facile, et les gangsters recrutent de plus en plus jeune.



Les travailleurs contre tous les trafiquants

Les travailleurs sont les premiers à subir le trafic de drogue. D'abord parce que les gangs recrutent et se tirent dessus dans les quartiers populaires. Mais aussi parce qu'une partie des travailleurs détruisent leur santé en utilisant de la drogue ou des médicaments pour supporter des

conditions de travail qui ne cessent d'empirer, ou le stress du chômage pour les autres.

Alors pour mettre fin aux trafics et aux violences qui en découlent, les travailleurs doivent donner des perspectives de lutttes aux jeunes en défendant l'augmentation des salaires, la répartition du travail entre tous, et finalement en renversant le capitalisme !

Témoignage d'une ex-employée à l'Office des Étrangers

J'ai travaillé durant un an au service "protection internationale" de l'Office des Étrangers. J'étais chargée de faire passer les auditions aux demandeurs d'asile en vue de l'octroi du statut de réfugié. L'audition dure environ 1h30 et consiste en une série de questions sur l'identité et le parcours du demandeur ainsi que sur les motifs qui l'ont poussé à quitter son pays.

Les histoires des demandeurs sont uniques. Certaines sont particulièrement horribles et traumatisantes comme l'histoire d'une femme qui avait été violée par plusieurs hommes de la milice Wagner en République centrafricaine. D'autres reflètent des violences systémiques comme c'est le cas pour les Kurdes discriminés et persécutés par l'Etat turc depuis des décennies.

Ce sont les mêmes sujets qui reviennent sans cesse : la guerre, les persécutions politiques, les discriminations en tout genre, la misère, avec en plus, pour les femmes, les violences liées au genre (mariage forcé, viol, mutilations génitales).

Selon les nationalités, la ré-

colte des données familiales s'avère parfois douloureuse. Beaucoup de Syriens ont plusieurs morts parmi leurs parents, frères, sœurs ou même enfants ; les Rwandais annoncent presque systématiquement "1994", année du génocide, comme date de décès de leurs proches ; dès octobre 2023, une grande partie des Gazaouis sont sans nouvelles de leurs familles parties se réfugier dans le sud de Gaza.

La plupart des demandeurs n'ont évidemment pas la possibilité de voyager légalement. Ils entreprennent donc un voyage dangereux et sont obligés d'avoir recours à des passeurs. Ceux qui empruntent la route des Balkans doivent souvent faire plusieurs tentatives avant de pouvoir entrer dans l'espace Schengen et passent des jours à marcher dans les forêts. La majorité des migrants d'Afrique subsaharienne doivent passer par l'enfer de la Libye avant d'entreprendre la traversée de la Méditerranée qui s'avère mortelle pour nombre d'entre eux.

La situation en Libye est particulièrement abominable. Une femme camerounaise m'expliqua comment elle avait été enfermée en prison pendant des mois avant d'être vendue à un Tunisien qui la violait et qui finit par la laisser partir après qu'elle ait fait une tentative de suicide.

Je me souviens également d'un homme kurde qui m'expliqua que la police d'un pays d'Europe de l'Est l'avait arrêté à la frontière alors qu'il voyageait avec sa femme, ses enfants et un groupe de migrants. La police les a battus, jeté leurs téléphones dans la rivière et les a détenus, enfants compris, pendant 24 heures, sans leur donner ni à boire ni à manger, avant de les

relâcher sans explication. Ce cas n'est pas un cas isolé. Les migrants sont souvent victimes de violences de la part des agents de police européens ou de Frontex au cours de leur voyage. Un jeune Syrien d'une vingtaine d'années m'a raconté comment les garde-côtes grecs avaient violemment repoussé l'embarcation dans laquelle il se trouvait, frappant les migrants à coups de matraque.

A la violence vécue dans leurs pays d'origine, s'ajoute donc celle du trajet et puis celle que leur réserve l'Europe avec le lot d'obstacles physiques et administratifs.

En arrivant à l'Office des Étrangers, tous les travailleurs reçoivent une formation en déontologie durant laquelle on nous explique, entre autres, que, en tant que représentant de l'État, nous devons être exemplaires, mêmes en dehors des heures de travail et que nous n'avons pas le droit de faire des déclarations ou de critiquer la politique migratoire ou l'Office des Étrangers sur les réseaux sociaux ou à la presse. Il est attendu des travailleurs d'être de bons petits fonctionnaires sans état d'âme, mais malgré les préjugés véhiculés par l'institution, une partie des travailleurs est solidaire du sort réservé aux migrants.

Les centres d'accueil étant saturés, des centaines de demandeurs sont à la rue. Reconduire un demandeur à la sortie à la fin de l'audition en sachant qu'il passera la nuit dehors fait mal au cœur.

Étant consciente que le problème d'accueil n'allait jamais être résolu, j'avais décidé de photocopier une fiche informative sur certains services proposés par des associations (repas,

douches, permanence médicale, assistance juridique). Après quelques semaines, notre chef nous a demandé personnellement à chacun de ne plus distribuer cette fiche. Il nous a également été demandé de ne plus rediriger les demandeurs qui avaient des besoins médicaux au centre de la Croix-Rouge qui se trouve à côté de l'Office des Étrangers.

Travailleurs d'ici et d'ailleurs: une seule classe ouvrière

Le nouveau gouvernement annonce des attaques importantes contre l'ensemble du monde du travail et en particulier contre les travailleurs immigrés.

Comme l'avait annoncé Theo Francken (N-VA), la coalition Arizona mettra en place « *la politique migratoire la plus sévère jamais pratiquée en Belgique* ».

Parmi les mesures à l'encontre des travailleurs étrangers, il y a le durcissement de l'accès à la nationalité belge qui coûtera plus cher, passant de 150 à 1.000 euros, et qui nécessitera une preuve de connaissance de la langue plus dure (de niveau B1) ainsi qu'un test de citoyenneté renforcé. Le regroupement familial est rendu encore plus difficile et plus aucune aide sociale ne sera accordée avant cinq ans de présence sur le territoire !



En ce qui concerne les demandeurs d'asile, le gouvernement prévoit de réduire le nombre de places d'accueil, alors même que les places font déjà cruellement défaut, réduisant de nombreux jeunes demandeurs d'asile à dormir dans la rue. Ainsi à Bruxelles, 70% des sans abri accueillis dans les centres du Samusocial sont des personnes sans-papiers ou sans titre de séjour valable.

Par contre, il est prévu de doubler le nombre de places en centres fermés, ces prisons où sont enfermés des hommes et des femmes à qui l'État refuse des papiers !

L'immigration a toujours existé

Toutes ces mesures n'empêcheront pas des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants de venir, au péril de leur vie, tenter leur chance en Belgique, à la recherche d'un endroit où vivre en paix, à la recherche d'un emploi décent, d'une école pour leurs enfants et de l'accès à la santé.

Ces mesures rendront par contre la vie des travailleurs immigrés encore plus difficile et les mettront davantage à la merci des marchands de sommeil et des patrons qui leurs proposent des salaires au rabais. Faisant ainsi pression à la baisse sur l'ensemble des salaires.

Ces lois représentent une menace pour tous les travailleurs, quels que soient leurs papiers, en contribuant à les diviser face à leurs exploités communs.

Après avoir économisé des milliards sur le logement, l'école, les hôpitaux, quoi de plus utile que de désigner les travailleurs

immigrés comme responsables du manque de logements, d'enseignants ou de soins ?

La grande bourgeoisie a tout pouvoir pour licencier et aggraver les conditions d'exploitation. Quoi de plus utile que d'en attribuer la faute à la concurrence des travailleurs immigrés ? Chercher à diviser les travailleurs est aussi vieux que l'exploitation. Rogner les droits de certaines catégories de la classe ouvrière – femmes, intérimaires, immigrés, chômeurs – n'a cependant jamais fait augmenter les droits des autres, au contraire ! C'est un moyen de faire pression pour les baisser tous.

Les sans-papiers seraient 112.000 en Belgique, les travailleurs d'origine immigrée bien plus nombreux encore. Se laisser diviser par nationalité, c'est s'affaiblir face au patronat. Les travailleurs immigrés sont bien souvent les plus combatifs dans les luttes de la classe ouvrière. Il n'est que de penser à la mobilisation des travailleurs sous-traitants d'Audi.

Il est plus que jamais nécessaire de continuer à se battre contre les barrières que le patronat et ses serviteurs veulent mettre en place entre les travailleurs et réaffirmer que les travailleurs n'ont pas de patrie !

De Lijn tarifs en hausse

Le gouvernement flamand (dont fait partie Vooruit - le parti socialiste flamand) a annoncé que De Lijn, la société de transports en commun flamande, devait augmenter le prix des tickets de 20% ! Avec les tickets qui augmentent, les arrêts et lignes de bus supprimés, cela devient un cauchemar pour se déplacer !

Pourtant le bus est, pour de nombreuses familles ou personnes âgées, le seul moyen d'avoir accès à des supermarchés, des académies, des clubs de sports ...

Les loyers explosent

Louer un logement devient de plus en plus cher et difficile. Depuis 2022, le montant des loyers a augmenté de 13% en Belgique ! C'est une augmentation de plus de 130€ par mois pour un logement à 1.000€.



Rien qu'à Bruxelles, les loyers ont grimpé de 15% et atteignent en moyenne 1.321 euros. Et il faut ajouter le prix de l'énergie qui a explosé ! Tout ça pour des logements souvent en mauvais état, voire insalubres !

Elia : chère transition énergétique

Les coûts du projet de station électrique (dite "île énergétique") du transporteur public d'électricité Elia, destiné à acheminer l'électricité produite par les parcs éoliens de la Mer du Nord, ont explosé, passant de 2,2 à 7,5 milliards d'euros.

Cette manne de la transition énergétique assure des revenus juteux aux grands groupes capitalistes. L'installation des 330 km de câbles ont, par exemple, été « équitablement » répartis entre deux consortiums comprenant

d'un côté DEME de la famille Bertrand, et de l'autre Jan De Nul, chacun se voyant attribuer la pose de 165 km de câble.

Afin qu'Elia puisse rémunérer ses actionnaires « malgré ces lourds investissements », le gouvernement, lui, a permis de doubler les frais de transports à partir de 2025. C'est donc la population qui supporte la facture, avec en moyenne 40 euros de plus par an par ménage, tandis que les profits de ces groupes capitalistes parasites s'envolent.

En 2024, DEME figurait parmi les entreprises belges les plus profitables avec un chiffre d'affaires en hausse de 38%. Cette progression provient principalement des commandes publiques pour la transition énergétique qui ont augmenté de 84% sur la même période.

Les compères DEME et Jan De Nul

Jan De Nul et DEME s'entendent aujourd'hui pour se partager les marchés en Mer du Nord, mais il n'en a pas toujours été ainsi. En 2016, Jan De Nul avait perdu la partie contre DEME pour le contrat de dragage du port de Sabetta en Russie.

Aussitôt, l'entreprise portait plainte contre DEME l'accusant d'avoir versé 12,6 millions d'euros de pots-de-vin pour remporter le marché. DEME contre-attaqua en accusant Jan De Nul d'avoir obtenu frauduleusement les preuves de cette corruption. Fin 2024, tout est bien qui finit bien pour DEME, l'entreprise de la famille Bertrand, dont la fille Alexia n'est autre que l'ancienne ministre du budget. Il n'y aura ni amende, ni peine de prison car l'action a été jugée irrecevable par le tribunal de Gand.

La Ville de Mons recrute...

« La Ville de Mons cherche des accueillants bénévoles pour les activités extra-scolaires de ses écoles primaires. Leur rôle est d'encadrer des enfants de deux ans et demi à douze ans, d'organiser des activités ludiques, culturelles ou sportives. Les encadrants pointent les enfants et communiquent quotidiennement avec les parents. Les horaires peuvent varier de 6h30 à 8h00 ou de 15h00 à 18h00. Vous êtes créatifs, enthousiastes et empathiques ? N'hésitez pas à postuler ! ». Voilà une véritable offre d'emploi, dans Mons mag, le ma-

gazine du bourgmestre socialiste, Nicolas Martin. Un emploi avec des responsabilités et des horaires contraignants... pour des bénévoles défrayés 6 € bruts de l'heure ! Une partie de ces emplois étaient tenus auparavant par des travailleuses sous contrat ALE, mais elles ont été licenciées lors de la fermeture de leur entreprise.

La Ville de Mons supprime...

Dans les équipes de gardiennage, de cantonniers, d'entretien des espaces verts, les travailleurs sous contrats APE apprennent de leurs chefs que leur contrat ne sera pas renouvelé. Sur les cinq

prochaines années, des centaines d'emplois seront supprimés, et la charge de travail retombera sur les collègues en contrat fixe... ou le travail ne sera plus exécuté.

Bien sûr, c'est le gouvernement wallon de Bouchez-Prévot qui a décidé de diminuer le budget des contrats APE. Mais ce sont les ministres et bourgmestres socialistes qui ont remplacé les fonctionnaires communaux par des contractuels, les contractuels par des contrats aidés. A présent, ils cherchent à les remplacer par des bénévoles.

Le travail forcé ? Ils l'imposeront bientôt, si les travailleurs ne se révoltent pas.

Montée guerrière

Dépeçage de l'Ukraine

Début février, les diplomates américains ont déposé le Plan Trump pour l'Ukraine sur le bureau du président ukrainien Volodymyr Zelensky.

En remboursement de l'aide américaine dans la guerre contre la Russie, Trump exige 500 milliards de dollars, bien plus que le double de ce que les USA auraient réellement fourni.

Son plan voudrait imposer à l'Ukraine qu'elle concède aux USA 50% des revenus de la vente des minerais, du gaz et du pétrole, 50% des revenus de tout contrat accordé à des entreprises d'autres pays, le contrôle des ports et des autres infrastructures, le droit pour les USA de contrôler quel pays peut bénéficier des contrats de reconstruction de l'Ukraine, d'obliger l'Ukraine à négocier en premier

avec des entreprises américaines pour tout contrat d'exploitation de ses ressources, de soumettre la résolution de litiges exclusivement à des tribunaux américains, etc. Les négociateurs ukrainiens traduisent cet « accord » par « payez-nous d'abord, nourrissez vos enfants ensuite ».

Cette dette impayable n'a d'autre but que de s'emparer des richesses de l'Ukraine et de transformer les travailleurs ukrainiens en quasi esclaves coloniaux.

Ceux qui prétendaient que cette guerre était une guerre pour l'indépendance de

l'Ukraine et la démocratie mentaient. Des centaines de milliers d'Ukrainiens et de Russes sont morts ou invalides, des villes entières sont détruites, les grandes puissances s'entendent pour dépecer l'Ukraine. Voilà à quoi servent les guerres dans le monde capitaliste.

Contre l'unité nationale des patrons et des travailleurs

Les dirigeants européens ont réagi aux négociations entre dirigeants russes et américains pour « la paix » en Ukraine... en appelant à se préparer à la guerre !

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne : « Il faut considérablement augmenter les dépenses d'armement ». Le président français, Emmanuel Macron : « il faut accélérer notre effort de guerre ». Le Parti socialiste, qui a



jeté au feu son antimilitarisme depuis plus d'un siècle, réclame « une industrie de la défense européenne », « une armée européenne ».

Tous les partis, qui se présentent comme rivaux, sont d'accord pour préparer les esprits à la guerre et appellent à l'unité nationale. Mais les travailleurs ne doivent pas se laisser tromper.

Bien sûr, « la paix » entre Trump et Poutine n'est qu'un accord entre brigands pour dépouiller l'Ukraine de ses richesses. C'est ce qu'ont toujours fait tous les capitalistes : se partager les richesses de l'Irak, de la Libye, du Congo, et au siècle dernier de l'Inde, de l'Indonésie, de la Chine...

Il n'y a pas d'intérêt commun entre les capitalistes et les travailleurs. Dans une guerre, ce sont toujours les travailleurs qui meurent pour que les capitalistes amassent toujours plus de richesses.

Frænken : propagande guerrière

Theo Frænken, le ministre de la Défense, déborde d'idées pour la guerre et l'industrie de mort.

Dôme de fer « comme en Israël », recrutement de soldats, commandes d'avions de combat F-35 et de navires de guerre, transformation de l'usine Audi à Forest en usine de production d'armement... Il réclame d'augmenter le budget militaire pendant que son gouvernement met tous les services utiles à la population sur les rotules.

Il parle d'adresser une lettre à tous les jeunes, femmes et hommes de 18 ans, leur proposant un an de service militaire volontaire au sein de l'armée.

Frænken passe en fait à la vitesse supérieure dans la propagande nationaliste et la préparation des esprits à la guerre. Il agite la menace du « bloc » Russie, Chine, Iran, Corée du Nord, qu'il appelle carrément « l'axe du mal » menaçant la « paix européenne ».

Ramassis de mensonges ! Dans le capitalisme, le mot paix ne sert qu'à nommer le laps de temps qui sépare deux périodes de guerre à un endroit donné.

Tout le fonctionnement de l'économie capitaliste, basée sur la concurrence, engendre les guerres économiques qui aboutissent en guerres tout court. Et les capitalistes belges ont là-dedans toute leur responsabilité !



Mais en prétendant que l'ennemi est à l'extérieur de la Belgique, Frænken sonne le clairon noir-jaune-rouge et cherche à serrer les rangs derrière les intérêts de la bourgeoisie du pays.

S'il ne sait pas quand, ni où, un conflit impliquant la Belgique pourrait se déclarer, il sait très bien qu'une guerre, cela se prépare. Et il sait que son rôle de politicien est d'embrigader la population, la préparer à toujours plus d'efforts, à se sacrifier et à servir de chair à canon.

Ne tombons pas dans le panneau !

Il ne suffit qu'à voir l'exemple de la guerre pour la « liberté » de l'Ukraine. Après des centaines de milliers de

morts, les vautours se partagent le butin. Les Ukrainiens ont fait l'amère expérience qu'avait déjà dénoncé Anatole France après la première guerre mondiale : « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels ».

Des sacrifices pour les travailleurs, des indemnités pour les patrons

Pour financer « l'effort de guerre », la population est appelée à accepter des sacrifices (pour la patrie), les « sacrifices » ne sont pas du même ordre que l'on soit travailleur ou patron.

Theo Frænken dit vouloir instaurer des mesures de déductions d'impôts pour les marchands de canons et des indemnités pour les employeurs qui verraient leurs personnels réservistes être mobilisés.

En effet, si moralement cela ne dérange pas trop les capitalistes que les peuples deviennent de la chair à canon, financièrement « sacrifier » leur main-d'œuvre qui crée tout leur profit les arrange beaucoup moins.

La caserne et les tranchées pour les travailleurs, et des profits et des indemnités pour les patrons, voilà l'avenir que le capitalisme nous promet !



Elections en Allemagne : la crise continue

Les partis au gouvernement ont été sanctionnés, le SPD tombant à 16,4%, le score le plus bas de toute son histoire depuis 1945. Les gagnants sont Friedrich Merz de la CDU avec 28,5%, suivi de l'AfD (extrême droite) qui a doublé ses voix et atteint 20,8%.

La coalition de Scholz (social-démocrate avec les Verts et les libéraux) ayant éclatée en novembre 2024, les électeurs étaient appelés aux urnes prématurément, trois ans après les dernières élections en 2021.

Scholz avait été élu en septembre 2021 sur base d'un programme qui promettait stabilité et prospérité. Cinq mois après éclatait la guerre en Ukraine et l'Allemagne, plus encore que les autres pays européens, plongeait dans la crise économique. Le programme réellement appliqué par le gouvernement Scholz, c'était la militarisation et des milliards distribués aux grandes entreprises multimilliardaires pour « soutenir l'économie », et des mesures d'austérité pour la population.

Ni la CDU, ni l'AfD n'ont rien d'autre à proposer que de multiplier les attaques contre le monde du travail. Alors, ils cherchent à diviser : à entendre Merz, tous les immigrants sont des criminels potentiels contre lesquels l'Etat doit se montrer ferme. Chez ce millionnaire, ex-administrateur de Blackrock, ce discours va de pair avec son mépris pour les pauvres qu'il traite de fainéants.

C'est ce discours qui a dominé toute la campagne et a été repris aussi à des degrés divers par les autres partis gouvernementaux.

Dans tout le pays des manifestations ont eu lieu contre le danger de l'extrême droite et la participation plus nombreuse aux votes, de 82,5%, un score jamais atteint depuis 1987, s'explique par l'inquiétude chez beaucoup face à la montée de l'extrême droite.

Mais ce n'est pas par les élections, ni des « cordons sanitaires », que la montée de l'extrême droite pourra être réduite, et certainement pas avec du mépris pour les électeurs déçus des partis dits démocratiques.

Face à la crise du capitalisme, il faut que le camp des travailleurs puisse mener la lutte des classes de son côté en n'acceptant pas les licenciements, les salaires trop bas, les conditions de travail intenable. Et il faut se regrouper autour de leur propre perspective historique : le renversement du capitalisme qui engendre les crises, la guerre et le fascisme.



Traduction :AfD : L'heure est venue pour Alice Weidel, l'heure est venue pour l'Allemagne

CDU : Photo de Friedrich Merz, avec comme légende : Pour un pays dont nous pouvons à nouveau être fiers.

Trump veut déporter les Palestiniens

Le président américain propose de « faire le ménage » en expulsant les deux millions de Palestiniens de la bande de Gaza. Il prétend mettre le territoire sous contrôle des États-Unis et le transformer en « Côte d'Azur au Moyen-Orient », capable d'accueillir des touristes fortunés dans des hôtels de luxe et des casinos.

Trump apporte ainsi le soutien de la première puissance mondiale au plan « Gaza 2035 » annoncé par Israël en mai dernier, faisant un pas de plus sur le chemin des projets d'épuration ethnique du gouvernement d'extrême droite israélien.

Deux jours après cette déclaration, le ministre israélien de la Défense a ordonné à l'armée de préparer un plan de départ « volontaire » pour les deux millions de Gazaouis, qui sont pour l'instant prisonniers de cette bande de terre presque dix fois plus petite que la Belgique, sur laquelle ils subissent les bombardements et la famine depuis plus d'un an.

Et l'armée israélienne investit de plus en plus la Cisjordanie pour en chasser la population.

Suivez nous sur les réseaux:

Lutte Ouvrière Belgique

Email: contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be